



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cayenne, le 26 NOV 2024

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARA (Kourou)

ZI de Dégrad des Cannes
BP 10227
97300 Cayenne

Références : ATTE/PRIE/PRA/SDH/2024/632
Code AIOT : 0006900074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement SARA (Kourou) implanté ZI de Pariacabo 97310 Kourou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection réactive suite à un incident survenu dans la nuit du 20 au 21 novembre entre l'appontement et le terminal de Kourou Pariacabo.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA (Kourou)
- ZI de Pariacabo 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt SARA de Kourou stocke 12 000m³ de gazoil et 4 000m³ d'essence destinés à l'approvisionnement en carburant du territoire guyanais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fuite gazole	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 554-49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident a été géré sur le site et la fuite a été maîtrisée rapidement. Cependant, l'exploitant doit approfondir l'analyse des causes de l'incident et améliorer sa réactivité dans la communication avec l'administration qui s'est faite tardivement (à 8h53 pour un événement datant de 2h50). Un retour d'expérience est attendu afin d'éviter la survenue d'incident du même type.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fuite gazole

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 554-49

Thème(s) : Risques accidentels, Incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer au préfet, dans les meilleurs délais, les incidents ou accidents qui sont de nature à porter une atteinte significative aux intérêts mentionnés à l'article L. 554-5.

Constats :

Dans la nuit du 20 au 21 novembre, une fuite sur la canalisation de réception entre l'apponement et le terminal de Kourou Pariacabo a été détectée par un agent SARA en fin de déchargement du navire DEMERARA.

La fuite provenait d'un percement sur la canalisation. Cette dernière a été sécurisée immédiatement après détection de la fuite. Environ 2 à 3 m3 de gazole se sont déversés dans la zone de rétention puis, par débordement, sur la rivière Kourou au niveau de l'apponement. Le produit contenu dans la zone de rétention a été pompé. Aucune trace de pollution en surface de rivière n'a été repérée.

L'inspection a été prévenue via l'astreinte ICPE le 21 novembre à 8h53. Une visite rapide sur le site a été réalisée le même jour à 13h30. Cette visite a permis à l'inspection de comprendre le fonctionnement de cette canalisation et d'observer le point de fuite sécurisé.

D'après la SARA, la raison de cette fuite est due à une corrosion à l'intérieur de la canalisation impliquée par une mise en eau de cette canalisation imposée par l'autorité du Port de Pariacabo (le CNES).

Au moment de la visite de l'inspection, une reconnaissance approfondie était en cours le long du fleuve pour vérifier d'éventuels impacts. Aucun impact n'était visible lors de l'inspection.

Demande d'action corrective n°1: L'exploitant transmet un rapport d'incident tel que prévu par l'article R. 554-49 du code de l'environnement ainsi qu'une fiche incident BARPI. Ce rapport s'attachera notamment à identifier les causes techniques et organisationnelles de l'incident. Il présentera également le plan d'actions défini pour éviter la survenue d'un événement similaire dans le futur.

Demande d'action corrective n°2: L'exploitant transmet à l'inspection les documents de réglementation du Port de Pariacabo imposant des mises en eau des canalisations susceptibles d'accélérer la vétusté des installations et proposera un plan de maintenance pour pallier ces actions réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours